Burundi : toujours le flou autour de l’arrestation de leaders de la rébellion

PANA,Â 24 octobre 2017 Epais mystÃ¨re autour de lâ€™arrestation prÃ©sumÃ©e de plusieurs cadres rebelles burundaisBujumbura, Burundi - Des informations contradictoires continuaient Ã circuler mardi Ã Bujumbura et sur la toile, au sujet de lâ€™arrestation prÃ©sumÃ©e de plusieurs hauts cadres militaires des Forces populaires du Burundi (Fpb) Ã laquell auraient collaborÃ© les polices burundaise et tanzanienne dimanche, sur le sol de la Tanzanie voisine.

Toutefois, on sâ€™en lave les mains Ã Bujumbura et Ã Dar es-Salaam malgrÃ© les accusations directes du Colonel Adolphe Manirakiza, le porte-parole du mouvement rebelle, contre les deux capitales. Le porte-parole de la PrÃ©sidence de la RÃ©publique Ã Bujumbura, Jean Claude Karerwa, a mÃªme lancÃ© une mise en garde sÃ©vÃ¨re, sur les antennes de la radio publique, en direction de ceux qui sâ€™autorisent Ã pirater le compte tweeter du chef de lâ€™Etat burundais, Pierre Nkurunziz pour diffuser de fausses informations au sujet de ces arrestations supposÃ©es. Lâ€™ambassadeur de la Tanzanie au Burundi, Rajabu Gamaha, de son cÃ´tÃ©, a confiÃ© Ã un journal en ligne, rÃ©putÃ© proche du pouvoir (Ikiriho, la rÃ©alitÃ©, e langue locale, le Kirundi) de ne pas Ãªtre au courant de lâ€™arrestation de rebelles burundais sur le sol tanzanien. Les captifs supposÃ©s sont, principalement, le gÃ©nÃ©ral JÃ©rÃ©mie Ntiranyibagira et le lieutenant- colonel, Edward Nshimirimana numÃ©ros un et deux des Fpb, Ã en croire leur porte-parole rebelle qui a, depuis, multipliÃ© des alertes dans les mÃ©dias internationaux, en direction des dÃ©fenseurs des droits humains, pour suivre de prÃ¨s le sort final des disparus. Le gÃ©nÃ©ral Ntiranyibagira et le Lieutenant-colonel Nshimirimana ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s en mÃªme temps que deux autres memb de la rÃ©bellion, dont une femme, par la police tanzanienne Â« avant dâ€˜Ãªtre immÃ©diatement envoyÃ©s au Burundi Â», maintient le colonel Manirakiza. Selon la version des faits du Colonel, lâ€™Ã©tau sâ€™est resserrÃ© autour des captifs diman soir, Ã 9 heures locale (7 h Gmt) alors quâ€™ils se trouvaient Â« en visite Â» aux membres du mouvement rebelle, dans la localitÃ© tanzanienne de Ngara, non loin de la frontiÃ¨re est du Burundi. Ngara fait partie des rÃ©gions tanzaniennes qui accueillent, en tout, autour de 150.000 rÃ©fugiÃ©s burundais depuis bientÃ´t trois ans. Moins de deux semaines avant la mÃ©saventure des deux chefs rebelles burundais, une quarantaine de fusils avait Ã©tÃ© saisie dans lâ€™un des camps de rÃ©fugiÃ©s burundais, Ã Nduta, selon la police tanzanienne qui nâ€™a toutefois pas prÃ©cisÃ© lâ€™origine et lâ€™usage qu de lâ€™arsenal de guerre. Les rÃ©fugiÃ©s sont Ã©galement un enjeu de taille et une source de prÃ©occupation pour le pouvo burundais qui fait le maximum pour les rapatrier, la paix ayant fini par revenir sur lâ€™ensemble du territoire national, soutient-on. Du cÃ´tÃ© des soutiens politiques de la rÃ©bellion, le prÃ©sident du Conseil national pour la dÃ©fense de lâ€™ac dâ€™aoÃ»t 2000, Ã Arusha, en Tanzanie, pour la paix, la rÃ©conciliation et lâ€™Etat de droit (Cnared, principale plateforme de lâ€™opposition intÃ©rieure et en exil), Charles Nditije, a laissÃ© entendre, via les rÃ©seaux sociaux, que lâ€™extradition des d prÃ©sumÃ©s captifs Ã©tait dâ€™autant plus Â« irrÃ©guliÃ¨re et inacceptable quâ€™il nâ€™existe pas Ã ce jour dâ€™accord les deux pays. Avec ces arrestations prÃ©sumÃ©es irrÃ©guliÃ¨res, Â«nous risquons de reconsidÃ©rer notre participation aux pourparlers inter-burundais de paix Â» qui sont pilotÃ©s par lâ€™ancien prÃ©sident tanzanien, Benjamin William Mâ€™Kapa, a menacÃ©. Une autre rÃ©bellion de la Â« RÃ©sistance pour lâ€™Etat de droit Â»(Red) sâ€™est fendue dâ€™une dÃ©claration suite de ces arrestations prÃ©sumÃ©es et a appelÃ© Ã la Â« combativitÃ© et au courage Â» des compagnons de la lutte armÃ Â« jusquâ€™Ã lâ€™aboutissement de la cause commune Â». Dans leur configuration, les Fpb sont une dissidence des Forces rÃ©publicaines du Burundi (Forebu), qui sâ€™Ã©taient autoproclamÃ©es Ã lâ€™ombre de la crise politique autour des Ã©lecti controversÃ©es et Ã©maillÃ©es de violence de 2015. Le gros des membres des diffÃ©rentes rÃ©bellions en gestation au Burundi sont des dÃ©serteurs de lâ€™armÃ©e rÃ©guliÃ¨re, dans la foulÃ©e de la tentative de putsch militaire manquÃ© contre rÃ©gime de lâ€™actuel chef de lâ€™Etat, Pierre Nkurunziza, en mai 2015. On attribue gÃ©nÃ©ralement lâ€™origine de la cris persistante Ã la candidature du chef de lâ€™Etat Ã un troisiÃ¨me quinquennat que lâ€™opposition, la sociÃ©tÃ© civile et une camp prÃ©sidentiel trouvaient contraire Ã la Constitution et Ã lâ€™accord dâ€™Arusha qui avait mis fin Ã la guerre civile de 1 2006. Pour le moment, les diffÃ©rentes rÃ©bellions nâ€™inspirent pas de crainte immÃ©diate au pouvoir burundais qui semble nÃ©anmoins boudÃ© le plaisir de leur avoir portÃ© un coup dur jusque dans leurs derniers retranchements, Ã travers les arrestations supposÃ©es, de lâ€™avis des analystes Ã Bujumbura. Le mot "rÃ©bellion" n'est mÃªme pas d'usage courant dans vocabulaire officiel des dirigeants burundais qui prÃ©fÃ¨rent plutÃ´t parler de "groupes de malfaiteurs" pour qualifier les rares opÃ©rations ciblÃ©es supposÃ©es Ãªtre Ã l'actif des mouvements armÃ©s autoproclamÃ©s.

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});